

PROJET DE REMPLACEMENT DE L'ÉQUIPEMENT LOURD COMMUN (RELC)

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

W8476-185840/C

Groupe 2

Processus pour le tableau d'établissement des coûts

1. Processus pour le tableau d'établissement des coûts – Groupe 2

- 1.1. Afin d'accélérer le processus d'approvisionnement, le Canada doit obtenir des estimations financières précises qui serviront à obtenir des approbations financières avant de lancer un appel d'offres. Il pourra ainsi réduire la période d'expiration des soumissions et conclure un contrat plus tôt. Si les estimations financières ne sont pas suffisamment fidèles, le Canada devra alors revenir au processus traditionnel d'approbation financière après la demande de propositions, qui prévoit une période d'expiration des soumissions beaucoup plus longue. Nous vous remercions pour l'aide que vous nous apporterez en fournissant ces estimations au Canada.
- 1.2. Les répondants à ce processus pour le tableau d'estimation des coûts sont également invités à formuler séparément des conseils et des commentaires concernant tous les aspects du projet.
- 1.3. Nous vous prions d'envoyer votre rétroaction en format Excel utilisant le tableau d'établissement des coûts.
- 1.4. Les répondants sont priés de fournir les modèles de véhicules proposés au Canada dans le tableau d'estimation des coûts. Afin d'assurer l'équité, le personnel de Services Publics et Approvisionnement Canada (SPAC) supprimera les renseignements identifiant le répondant avant de les transmettre au personnel du ministère de la Défense nationale (MDN) pour la revue des coûts.
- 1.5. Dans certains cas, les répondants peuvent avoir d'autres pièces jointes innovantes ou des produits livrables alternatifs à ceux énumérés aux présentes. Ils sont invités à fournir des commentaires sur ces produits livrables supplémentaires potentiels afin que ceux-ci puissent être pris en compte pour la future demande de propositions. Les répondants sont invités à fournir des renseignements sur les coûts de ces livrables potentiels supplémentaires dans le cadre de cet exercice d'établissement des coûts.
- 1.6. À l'étape de l'appel d'offres, Canada publiera une demande de propositions (DP) pour chaque groupe, et deux contrats seront conclus avec un même fournisseur pour chaque groupe (acquisition et soutien en service). Au total, 16 contrats seront attribués à possiblement 8 fournisseurs.
- 1.7. Les contrats de soutien en service porteront sur les pièces (y compris un approvisionnement initial unique), les outils spéciaux et l'équipement d'essai, les réparations et les révisions, l'assistance sur le terrain et l'assistance technique sur demande.
- 1.8. Le tableau d'établissement des coûts comprend tous les coûts associés aux contrats d'approvisionnement et de soutien en service. Un tableau d'établissement des coûts est fourni pour chaque groupe.
- 1.9. Les renseignements présentés ci-après expliquent le processus proposé et comprennent des consignes précisant comment remplir les tableaux d'établissement des coûts. Ils détaillent également les éléments du contrat, et donnent ainsi une indication précise du risque contractuel pour les répondants.

(Fin de la page)

- 1.10. Le Canada souhaite comprendre les facteurs de coûts de l'industrie. Pour cette raison, bien que les critères cotés soient inclus dans les spécifications du système de bord des véhicules et les énoncés des travaux publiés, ils ont tous été extraits et placés dans des feuilles de travail distinctes afin de comprendre quels éléments sont des « facteurs de coûts » susceptibles d'avoir un effet disproportionné sur les coûts du projet.
- 1.11. De plus, s'il existe d'autres spécifications ou éléments des énoncés des travaux qui génèrent des coûts ou ne sont pas rentables, les répondants sont invités à fournir des commentaires écrits dans le cadre de cet exercice afin que le Canada puisse réétudier ses spécifications.
- 1.12. Pour la feuille d'établissement des coûts, le Canada demande aux répondants d'indiquer les coûts estimés pour ces véhicules comme s'ils les spécifiaient en vue d'une date de clôture des soumissions le 15 mars 2022.
- 1.13. Bien que le Canada offrira des ajustements de prix économiques et une protection contre la fluctuation du taux de change dans toute éventuelle demande de propositions. Les répondants sont priés de ne pas fournir de prix qui incluent des changements futurs et anticipés des prix des marchandises ou des devises. Afin de ne pas dupliquer les estimations des changements économiques, le Canada utilisera ses propres outils pour calculer les risques de coûts futurs associés aux variations des matières premières et des devises.
- 1.14 Les prix doivent être en dollars Canadien.

2. Confidentialité et protection des renseignements personnels

Le Canada protégera l'information fournie dans les tableaux d'établissement des coûts et la traitera comme des renseignements commerciaux confidentiels. L'identité des entreprises dans les feuilles d'établissement des coûts ne sera pas révélée aux évaluateurs potentiels. Les renseignements seront recueillis par SPAC, qui retirera le nom des entreprises avant de transmettre des feuilles de calcul au MDN. Les informations seront chiffrées et stockées sur des serveurs homologués. Aucun des renseignements soumis ne sera utilisé en dehors de cet exercice de collecte d'information et de calcul des coûts.

3. Directives concernant le tableau d'établissement des coûts

- 3.1. Le tableau d'établissement des coûts est un document comprenant plusieurs feuilles de travail sur lesquelles sont présentés différents livrables.
- 3.2. Les répondants sont invités à remplir les cellules de couleur verte dans chaque feuille de travail. Les prix seront automatiquement calculés dans la colonne Prix total.
- 3.3. La première feuille de travail présente le résumé, et regroupe l'ensemble des renseignements issus de toutes les feuilles de travail. Les répondants sont invités à entrer un pourcentage à côté du prix de leur soumission afin d'exprimer le risque relatif à l'expiration de la soumission, conformément à la section « Expiration de la soumission », dont les détails sont précisés ci-après à la section 4.4
- 3.4. La deuxième feuille de travail comprend les renseignements sur le soumissionnaire et l'équipement.

- 3.5. La troisième feuille de travail, Groupe 2 – ACQ comprend les produits livrables prévus au contrat d’acquisition. Les répondants sont invités à saisir les prix pour chaque produit livrable. Pour les essais menés par le Canada, le prix doit inclure tout le personnel auquel l’entrepreneur entend recourir. Il devrait également inclure une équipe mobile de réparation disponible à court préavis pour la durée de ces essais. Les prix pour les critères cotés détaillés dans les énoncés des travaux et les spécifications ne doivent pas être inclus dans cette feuille de travail, car ils seront saisis sur la feuille de travail Critères cotés – ACQ décrite au paragraphe 3.8.
- 3.6. La quatrième feuille de travail, Groupe 2 – ISS, se compose des produits livrables prévus au contrat de soutien en service. Les prix pour les critères cotés détaillés dans les énoncés des travaux et les spécifications ne doivent pas être inclus dans cette feuille de travail, car ils seront saisis sur la feuille de travail Critères cotés – ISS décrite au paragraphe 3.9.
- 3.7. La cinquième feuille de travail, Options – ACQ, comprend les options associées au contrat d’acquisition. Dans un souci de clarté, le terme « option » désigne l’option irrévocable d’acquérir les biens, les services, ou les deux, qui sont décrits au contrat, selon les mêmes conditions et aux prix ou aux tarifs établis dans le contrat. Le soumissionnaire doit préciser le prix de l’option et doit fournir cette option si le Canada décide d’y recourir à l’attribution du Contrat. Toute soumission ne comprenant pas d’option ne serait pas conforme à la demande de propositions et ne serait pas étudiée.
- 3.7.1. Si un répondant ne peut pas proposer une option au Canada, il doit impérativement l’en informer le plus tôt possible.
- 3.8. La sixième feuille de travail, Critères cotés – ACQ, comprend les critères cotés associés au contrat d’acquisition. Les coûts supplémentaires associés aux critères cotés détaillés dans les énoncés des travaux et les spécifications doivent être indiqués dans cette feuille de travail.
- 3.8.1. Les critères cotés ont été extraits des énoncés des travaux et des spécifications des systèmes du véhicule (SSV) et placés dans une feuille de travail distincte du tableau d’établissement des coûts. Les répondants sont priés de fournir un prix tenant compte de l’atteinte de ces critères cotés. Ce prix doit inclure la somme de toutes les mises à niveau des véhicules et des travaux supplémentaires requis pour respecter ces critères. Si ces critères nécessitent un changement de modèle, les répondants doivent l’indiquer au Canada en lui adressant des commentaires écrits dans le cadre de cet exercice d’établissement des coûts.
- 3.9. La septième feuille de travail, Critères cotés – ISS, comprend les critères cotés associés au contrat de soutien en service. Les coûts supplémentaires associés aux critères cotés détaillés dans les énoncés des travaux et les spécifications doivent être indiqués dans cette feuille de travail.
- 3.10. La huitième feuille de travail, Options proposées par le soumissionnaire, permet aux répondants de suggérer des produits livrables supplémentaires qui pourraient être avantageux pour le Canada. D’autres catégories de main-d’œuvre peuvent aussi être suggérées ici.

(Fin de la page)

- 3.11. Coûts annuels de la main-d'œuvre pour la maintenance prévue (taux du technicien). À la section 12.2 de la feuille de travail Groupe 2 – ISS, pour chacune des lignes, les répondants sont invités à saisir le nombre total d'heures de maintenance à effectuer sur chaque véhicule sur cinq ans, conformément aux calendriers d'entretien (p. ex. pour 50 heures par an sur les cinq premières années [années 1 à 5], on saisira ici 250 heures). La formule de la feuille de travail multipliera ensuite ce nombre par un pourcentage représentatif du montant réel de l'entretien global que l'entrepreneur effectuera, étant donné que le MDN effectuera le reste des travaux de maintenance. Ce montant sera ensuite multiplié par le taux de main-d'œuvre de la catégorie « Technicien » pour obtenir les coûts de maintenance pour chaque période de cinq ans.

Exemple : Coût = (Taux de main-d'œuvre du technicien)*[(Heures prévues pour une période de 5 ans)*(% d'entretien effectué par l'entrepreneur)]

4. Éléments de risque contractuel

- 4.1. Les sections suivantes traitent des éléments de risque contractuel et peuvent ajouter des coûts au contrat. Les répondants sont invités à commenter les éléments pour lesquels ils souhaitent suggérer des améliorations.
- 4.2. Renseignements sur la base de paiement (tous les groupes)
- 4.2.1. Les prix ne doivent pas inclure les taxes, droits ou prélèvements suivants.
- 4.2.2. Tous les prix seraient exprimés taxes en sus, exempts de droits de douane et redevances environnementales (filtres, pneus) en sus.
- 4.2.3. Tous les marchés RELC sont des contrats de défense et sont donc exonérés de droits de douane.
- 4.2.4. L'entrepreneur assumera la charge administrative liée au dédouanement des travaux.
- 4.2.5. Les redevances environnementales sont établies à l'échelle provinciale.
- 4.2.6. Taux de main-d'œuvre – Taux horaires du personnel (pour les tâches).
- 4.2.6.1. Les répondants sont invités à fournir des taux horaires pour chacune des catégories de main-d'œuvre énumérées à la section 12, feuille de travail Groupe 2 – ISS. Ces taux s'appliquent uniquement aux tâches effectuées dans le cadre de demandes de travaux supplémentaires ou d'autorisations de tâches (AT). Les taux de la catégorie Technicien seront utilisés pour calculer le coût de la maintenance dans la section « Coûts annuels de la main-d'œuvre pour la maintenance prévue ». Ces taux seront multipliés par le nombre estimé d'heures de travail prévues sur 25 ans, ce qui représente la durée de vie prévue des véhicules.
- 4.2.6.2. Aux fins de ces estimations, les taux de main-d'œuvre comprendront toute la gestion de projet (contrat d'acquisition uniquement), le soutien administratif, les coûts indirects et les bénéfices. Les coûts de gestion de projet seront admissibles pour le contrat de soutien en service.
- 4.2.6.3. Un poste sera dédié aux éventuels rabais pour la main-d'œuvre offerts au Canada.

- 4.2.6.4. La majoration de l'entrepreneur sur les travaux de sous-traitance sera indiquée dans le tableau d'établissement des coûts. Si le fabricant ou le concessionnaire autorisé au Canada est le sous-traitant, aucune majoration de sous-traitance ne sera autorisée.
 - 4.2.6.5. La majoration de l'entrepreneur sur les travaux matériels sera indiquée dans le tableau d'établissement des coûts.
 - 4.2.6.6. Les frais de déplacement et de subsistance seront conformes aux indemnités de déplacement prévues par le Conseil national mixte, sans frais accessoires et sans majoration sur les déplacements de l'entrepreneur ou de ses sous-traitants. <https://www.njc-cnm.gc.ca/directive/d10/fr>
 - 4.2.6.7. Les listes de prix publiées peuvent être utilisées pour les achats de pièces et d'outils. Un poste est inclus pour que les répondants précisent les éventuels rabais offerts au Canada à partir des listes de prix publiées.
 - 4.2.7. Les taux de main-d'œuvre pour la gestion de projet comprendront toutes les activités de gestion de projet, y compris le travail de l'analyste financier, l'approvisionnement, les services juridiques et contractuels, la planification et les services administratifs.
 - 4.2.8. Les taux de main-d'œuvre seront fermes pendant cinq ans, puis augmentés par voie de négociation, soit par une remise à partir d'une liste de prix publiée, en utilisant les taux négociés de SPAC, soit par une augmentation basée sur des indicateurs économiques.
- 4.3. Sécurité des marchés
- 4.3.1. Le Canada a l'intention de demander à l'entrepreneur de fournir une garantie contractuelle conformément à la clause type ci-dessous. En résumé, pour déterminer si le soumissionnaire a la capacité financière requise pour répondre au besoin, le gouvernement du Canada pourrait prendre en considération toute garantie que le soumissionnaire pourrait lui fournir, à ses frais (p. ex. une lettre de crédit irrévocable provenant d'une institution financière enregistrée et émise au nom du Canada, une garantie d'exécution provenant d'une tierce partie, ou toute autre forme de garantie exigée par le Canada).
 - 4.3.2. Référence CCUA [A9033T](#) (2012-07-16) Capacité financière
- 4.4. Expiration des soumissions
- Le délai nécessaire pour obtenir les approbations financières étant incertain, le Canada demande aux répondants de fournir une estimation des augmentations de prix sous forme de pourcentage afin de tenir compte des risques accrus qu'encourent les soumissionnaires en cas d'allongement des périodes d'expiration des soumissions. Les devis de la feuille d'établissement des coûts à fournir devraient être basés sur une période d'expiration des soumissions de 90 jours. Les répondants sont priés d'indiquer le pourcentage d'augmentation estimé sur la feuille de calcul pour des périodes d'expiration des soumissions de 6 mois, 12 mois et 18 mois.

- 4.5. Retard justifiable : Le Canada entend utiliser l'article [2030 11](#) (2014-09-25) de la clause [2030](#) (2020-05-28) Conditions générales - besoins plus complexes de biens.
- 4.6. Règlement des différends : Le Canada prévoit différents niveaux de règlement des différends, dont la médiation et l'arbitrage.
- 4.7. Exigences en matière d'assurance et proposition de limitation de la responsabilité
- La proposition de limitation de la responsabilité et les exigences en matière d'assurance pour cet approvisionnement sont détaillées ci-dessous.
- 4.7.1. Clause [2030 26](#) (2008-05-12) Responsabilité
- L'entrepreneur est responsable de tout dommage causé par l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents au Canada ou à tout tiers. Le Canada est responsable de tout dommage causé par lui-même, ses employés ou ses agents à l'entrepreneur ou à tout tiers. Les parties conviennent qu'aucune disposition relative à la limitation de la responsabilité ou à des indemnités ne s'applique au contrat à moins d'être reproduite entièrement dans les articles de convention. Les dommages comprennent les blessures causées à des personnes (y compris les blessures entraînant le décès) ou la perte ou l'endommagement de biens (y compris les biens immobiliers) causés par ou durant l'exécution du contrat.
- 4.7.2. Assurance – pour l'acquisition et le soutien en service
- [G2001C](#) (2018-06-21) Assurance de responsabilité civile commerciale
1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
- a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.

- e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
- i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.

4.8. Propriété Intellectuelle

- 4.8.1. Dans le but d'obtenir des estimations de coûts, bien que non définitives, les clauses de propriété intellectuelle référencées aux présentes s'appliquent comme spécifié ci-dessous. Pour l'équipement ou les pièces jointes modifiés, le Canada prévoit disposer de droits de propriété intellectuelle suffisants pour garantir que la propriété intellectuelle créée dans le cadre des travaux du présent contrat, comme des modifications mineures à l'équipement du Canada ou à l'équipement du FEO, n'empêche pas le Canada de demander à un tiers d'effectuer ces modifications sans que cela constitue une infraction. Le Canada possédera une licence pour les « renseignements originaux », ce terme désignant toute propriété intellectuelle conçue, développée, produite ou mise en application pour la première fois dans le cadre des travaux prévus au contrat.

- 4.8.2. De plus, le Canada interdira à tout entrepreneur de renuméroter les pièces du FEO et d'exiger que le Canada se procure toutes les pièces par son intermédiaire.
- 4.8.3. Le Canada prévoit disposer de droits de propriété intellectuelle suffisants grâce à une licence conditionnelle pour faire fabriquer des pièces par un tiers si celles-ci deviennent indisponibles ou peu fiables en raison de certains événements, par exemple l'obsolescence, des problèmes de chaîne d'approvisionnement, un fournisseur qui pose des problèmes de sécurité à la chaîne d'approvisionnement.
- 4.8.4. [2030 27](#) (2008-5-12), Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances, des Conditions générales [2030](#) (2020-05-28), fera partie de chaque contrat d'acquisition et de soutien en service.

NOTE : Équipement OEM non modifié (Clause du CCUA 4001, 4003, et 4004)

Clauses du *Guide des CCUA*

Référence CCUA	Section	Date
4001	Achat, location et maintenance de matériel	2015-04-01
4003	Logiciels sous licence	2010-08-16
4004	Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence	2013-04-25

- 4.9. Dispositions de garantie
Le Canada souhaite une période de garantie de 12 mois minimum. Le Canada entend utiliser l'article [2030 22](#) (2014-09-25) de la clause [2030](#) (2020-05-28) Conditions générales - besoins plus complexes de biens.

(Fin de la page)